

BIRMANIE (MYANMAR)**ENJEU**

En Birmanie, qui affiche l'un des pires bilans de l'Asie en ce qui concerne les droits de la personne et le développement démocratique, la situation politique continue à se détériorer et recèle des risques de graves confrontations.

CONTEXTE

Le régime militaire birman, le Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), a intensifié les mesures de harcèlement et d'intimidation dont sont l'objet la lauréate du Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, et les membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) qui a remporté les élections de 1990 avec une écrasante majorité. Depuis la libération de Aung San Suu Kyi en 1995, après six années d'assignation à résidence, le SLORC a maintenu une politique de marginalisation à son endroit tout en poursuivant ses manœuvres pour enchâsser le rôle des militaires dans la constitution.

Les violations des droits de la personne se poursuivent sur une grande échelle, prenant la forme d'exécutions extrajudiciaires et arbitraires, d'assassinats de civils, de tortures, d'arrestations et de détention arbitraires, de décès en détention, d'absence d'application régulière de la loi, de déplacements et de travaux forcés, ainsi que de graves restrictions des libertés d'opinion, d'expression, de réunion et d'association, et de mouvement.

Une nouvelle vague de répression contre le mouvement pro-démocratique a débuté le 27 septembre alors que la police birmane a brièvement détenu des politiciens de la LND et bloqué toutes les voies d'accès à la résidence de Aung San Suu Kyi pour empêcher la tenue du congrès du parti. Depuis, Aung San Suu Kyi a passé la majeure partie de son temps pratiquement en résidence surveillée. Les tensions se sont aggravées par une violente attaque contre Aung San Suu Kyi, en novembre, et par des manifestations d'étudiants en décembre (les plus grandes depuis 1988). Si le SLORC a réussi à négocier un fragile cessez-le-feu avec 15 groupes ethniques qui combattent de longue date le gouvernement central pour obtenir plus d'autonomie, des pressions grandissantes s'exercent pour un règlement politique plus général. La production d'opium dans les zones ethniques continue à se développer avec, selon toute vraisemblance, la complicité du SLORC. La Birmanie demeure la plus grande source d'héroïne illicite introduite en Amérique du Nord.

En 1996, tant l'Assemblée générale que la Commission des droits de l'homme des Nations unies ont adopté de nouveau, à l'unanimité, des résolutions réclamant le respect des droits humains par le SLORC et la réforme démocratique. Les États-Unis et l'Union européenne ont imposé des restrictions à la délivrance de visas aux principaux membres du SLORC et à leur famille qui sont considérés comme des entraves à la marche du pays vers la démocratie. En juillet 1995, le Comité international du Croix rouge (CICR) s'est retiré de la Birmanie et a indiqué que le SLORC entravait son action et lui refusait l'accès aux prisonniers politiques. Le SLORC refuse d'autoriser la visite en Birmanie du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, de l'ONU, ainsi que du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU.